

LE MATIN

D E P A R I S
N° 1992 VENDREDI 29 JUILLET 1983 3.70 F

DOLLAR : si la différence se creuse entre la monnaie américaine et le deutsche Mark, le Système monétaire européen sera en danger (p. 5).
AMERIQUE CENTRALE : au large du Nicaragua, croisent dix-neuf navires de guerre américains vers lesquels se dirige un convoi de douze cargos soviétiques (p. 7).
TONTONS FLINGUEURS (suite) : Sala, neuf ans, grièvement blessé en Seine-Saint-Denis ; un Guinéen tué à Paris ; à Lisieux, à Annemasse, des assassinats (p. 12).
MEDIAS : USA Today est un nouveau quotidien américain. Six mois après sa création, il dépasse le million d'exemplaires vendus chaque jour. Mais aux Etats-Unis, pays de la réussite, certains traitent ce journal de fast-food de la presse écrite (p. 20).

IL Y A ENCORE DANS LE MONDE 100 MILLIONS D'ESCLAVES

La Société anti-esclavage de Londres, la plus ancienne organisation de défense des droits de l'homme, fait ses comptes. Pour les seuls enfants, ils sont terribles : 52 millions sont au travail forcé ; 2 millions contraints de se prostituer P. 2-3



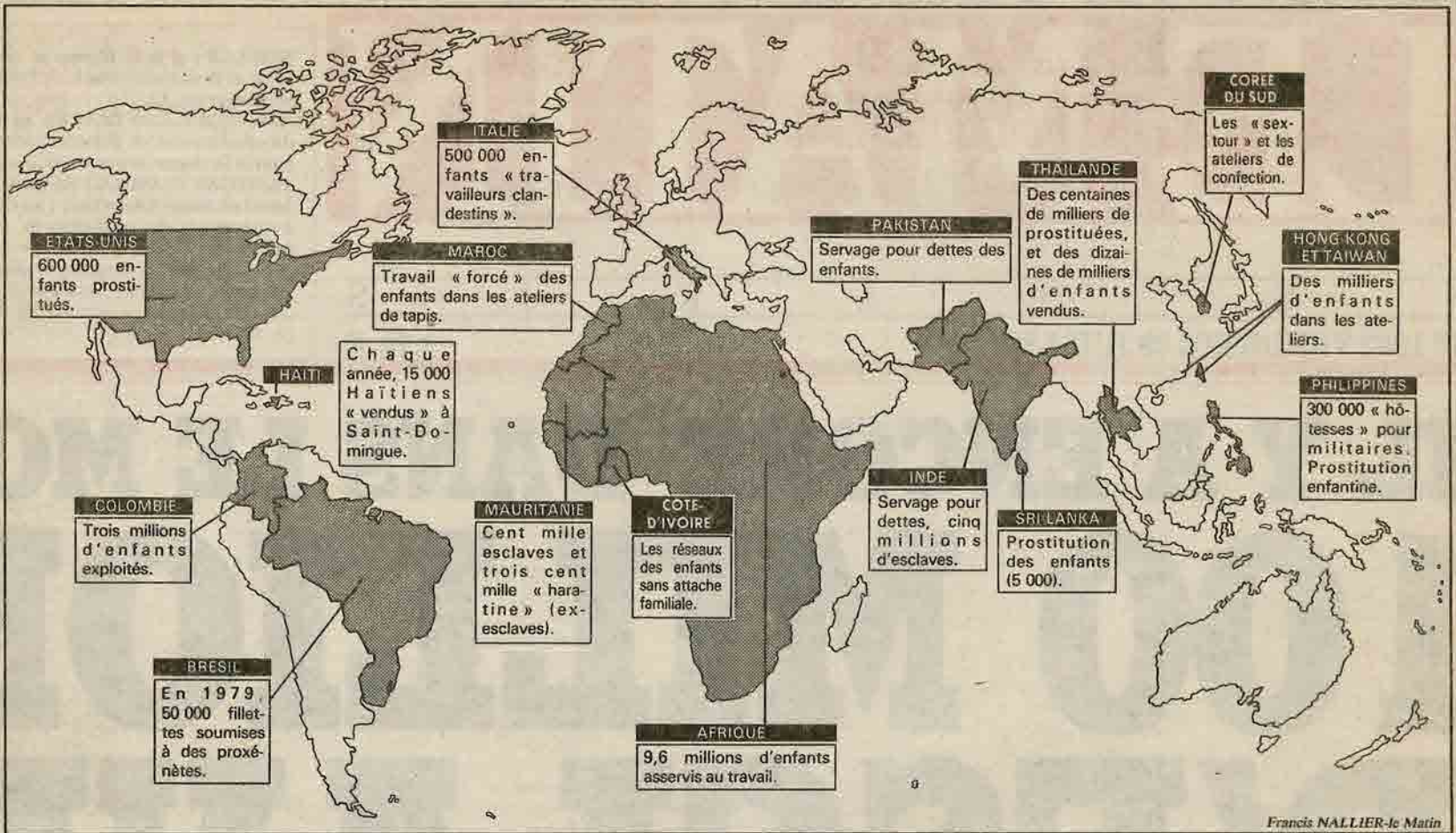
C. STEELE-PERKINS/MAGNUM

**ASSASSINAT D'UN
HOMME D'AFFAIRES
BIEN TRANQUILLE :
GILBERT ZEMMOUR P. 11**



P. CHAUVEL/SYOMA

L'esclavage a-t-il vraiment été aboli, en 1833 en Grande-Bretagne, quatorze ans plus tard en France ? Selon la Société anti-esclavage de Londres, le monde compte aujourd'hui plus d'esclaves qu'il y a cent cinquante ans : « Près de cent millions d'hommes vivent dans des conditions d'asservissement », estime le président de cette société. Il s'agit surtout d'enfants de moins de quinze ans et de femmes, soumis à un esclavage new-look. Il n'y a (presque) plus de « bois d'ébène », mais beaucoup d'asservissement pour dettes — qui touche quelque 25 millions de personnes. L'esclavage moderne passe souvent par le travail forcé ou la prostitution, le déplacement *manu militari*, ou la vente pure et simple. Cela se passe surtout dans les pays du tiers monde. Mais même en Europe, comment peut-on qualifier les enfants obligés de travailler jusqu'à quinze heures par jour dans des ateliers de confection ? De la main-d'œuvre bon marché ? Leur salaire consiste en quelque maigre nourriture, parfois le logement, et ils travaillent sans contrat.



Francis NALLIER-le Matin

L'ESCLAVAGE N'EST TOUJOURS PAS ABOLI

Ils sont 100 millions dans le monde, selon la Société anti-esclavage de Londres. Son président, Peter Davies, accuse ceux qui asservissent des êtres humains pour les contraindre au travail ou à la prostitution

Correspondance particulière de Londres

Le monde compte plus d'esclaves aujourd'hui qu'il y a cent cinquante ans, affirme la société anti-esclavage, la plus ancienne organisation de défense des droits de l'homme. En dépit d'un siècle et demi de réformes depuis l'abolition de l'esclavage dans l'empire britannique, « près de 100 millions d'hommes vivent encore aujourd'hui dans des conditions d'asservissement », estime Peter Davies, président de cette organisation antihumanitaire fondée en 1839.

De son siège, un immeuble vétuste du quartier à forte proportion d'immigrés de Brixton, à Londres, la société mène sa lutte contre l'esclavage traditionnel, l'asservissement pour dettes et le travail forcé des enfants.

Depuis sa fusion en 1909 avec la société pour la protection des autochtones, elle-même créée en 1837, les membres de l'organisation s'occupent également des violations des droits des populations autochtones et plaident pour celles-ci devant les instances des Nations unies.

La société, qui a statut d'organisation indépendante non gouvernementale, compte quelque 1 200 membres dans une trentaine de pays.

Elle a fonction consultative auprès du conseil économique et social de l'ONU, et participe aux travaux d'une sous-commission sur la prévention de la discrimination et la protection des minorités.

« L'objectif pour nous est de guider l'opinion publique

afin de persuader les gouvernements et les sociétés multinationales de changer d'attitude », indique M. Davies.

« L'objectif pour nous est de guider l'opinion publique afin de persuader les gouvernements et les sociétés multinationales de changer d'attitude », indique M. Davies.

« Aucun pays n'aime la mauvaise publicité, et la plupart feront des efforts considérables, même si ce n'est que de façade, pour échapper à la réprobation internationale », ajoute-t-il.

A partir du 8 août prochain, la société doit présenter une série de rapports aux Nations unies, à Genève, sur les problèmes de réformes agraires en Amérique centrale, le problème de l'asservissement pour dettes en Inde, et l'exploitation des enfants, notamment en matière de prostitution, de

pornographie et de conscription militaire.

Le problème de l'asservissement pour dettes touche, selon la société, près de 25 millions de personnes, notamment en Inde, au Pakistan, au Sri Lanka, en Malaisie et dans les pays latino-américains de la cordillère des Andes.

5 millions d'esclaves en Inde

En Inde, où la pratique a été déclarée illégale en 1976, on compte plus de cinq millions « d'esclaves », répartis également entre l'agriculture et l'industrie.

Un entrepreneur s'offrira, par exemple, à trouver du travail à des ouvriers qu'il transporterait à plusieurs centaines de kilomètres de leur village. Après quoi, pour repayer l'avance qui leur a été faite, les frais de transport et les inté-

rêts, les ouvriers habiteront et travailleront des années durant dans une carrière ou une briqueterie, surveillés par des hommes armés, même lorsqu'ils vont au champ voisin pour leurs besoins, selon la société.

Bien que l'esclavage traditionnel soit en voie de disparition il reste quelques régions à problèmes telles le Sahel et le Moyen-Orient, affirme M. Davies.

Pour la troisième fois en un siècle, le gouvernement mauritanien a aboli l'esclavage en juillet 1980, mais, selon la société, il reste près de 300 000 esclaves dans le pays.

Presque tout le travail manuel est fait par des esclaves dans ce pays, affirme M. Davies, selon qui le maître est souvent aussi pauvre que l'esclave.

Les commissions de « Bébé Doc »

« L'année dernière, raconte M. Davies, la société a publié un rapport sur la Mauritanie. Initialement, le gouvernement s'est montré très mécontent, puis il a réalisé qu'il allait peut-être avoir la chance d'obtenir des subventions. Maintenant ils sont très amicaux envers nous. » Une mission d'experts de l'ONU doit d'ailleurs se rendre en Mauritanie, sans doute en octobre prochain, pour étudier la situation et faire des recommandations.

Un cas plus difficile est celui des ouvriers des plantations de canne à sucre aux Antilles. Chaque année, le gouvernement d'Haïti expédie quelque 19 000 ouvriers en République dominicaine au moment de la récolte de la canne à sucre. Ceux-ci ne touchent qu'une très faible rémunération, sont souvent forcés d'acheter leur nourriture à leur employeur et ne peuvent quitter leur emploi avant la fin de la récolte, affirme la société, selon qui la famille du président à vie Jean-Baptiste Duvalier touche une commission d'environ 100 dollars par ouvrier pour la fourniture de cette main-d'œuvre bon marché.

Dans son travail de protection des populations autochtones, notamment en Asie, la société est souvent confrontée aux problèmes de sociétés multinationales qui prennent possession de larges territoires vierges sans se préoccuper du sort de la population autochtone que les forces gouvernementales se font fort de chasser en cas de troubles. Aux Philippines, par exemple, la population autochtone s'est vue chasser de ses terres ancestrales pour faciliter la construction de barrages hydroélectriques destinés à aider à l'implantation de sociétés multinationales, selon la société contre l'esclavage. Mais aucun cas n'est fait du sort des autochtones, et les recours en justice n'aboutissent jamais, ajoute-t-elle.

Francis Curta

LE TRIANGLE DE LA TRAITE

Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Le Havre, quatre ports français qui furent au centre du trafic des esclaves au XVIII^e siècle.

Depuis le XVII^e siècle la devise des rois de France, sous l'influence de Colbert, était : l'enrichissement avant tout, quitte à enfreindre les

pactes commerciaux. C'est ainsi qu'à partir du XVIII^e siècle, nos quatre ports français, à l'instar de Londres, sont devenus les plaques tournantes du « commerce triangulaire ».

De riches armateurs envoyaient leurs bateaux chargés de marchandises

bon marché vers les côtes d'Afrique occidentale (Sénégal, Guinée en particulier). En échange de cette « camelote », nos voyageurs de commerce achetaient des esclaves noirs, le « bois d'ébène ».

Tassé dans les cales, ce « bois » était ensuite acheminé vers l'Amérique

et notamment les Antilles, où il servait à acheter les produits coloniaux très recherchés en Europe : le sucre et le café. Deux denrées dont la France avait le quasi-monopole de vente en Europe.

Il fallut attendre la révolution de 1848 pour que la France abolisse l'esclavage.

LES PAYS ESCLAVAGISTES

L'INDE

Les intouchables indiens hors-castes, qui ont été libérés de servage, sont encore 2,2 millions à vivre en véritable état d'esclavage. En effet, le « servage pour dettes » oblige des familles de paysans sans terre à travailler à rembourser les dettes contractées par leurs ancêtres, lors du rachat du lopin sur lequel ils travaillaient. Réduits à se vendre comme, par exemple, dans l'Etat de Bihar, des hommes et des femmes sont achetés et emmenés par des notables vers d'autres Etats. Dans les régions frappées de sécheresse, des « chasseurs d'esclaves » achètent des jeunes pour les vendre aux riches fermiers, aux restaurateurs ou aux maisons closes. Dans des grandes villes comme Calcutta, des enfants sont employés pour des salaires de misère et dans des conditions déplorables, dans des ateliers de fabrication d'allumettes, par exemple, ou dans des briqueteries.

PAKISTAN

Bien que le travail forcé soit interdit par la Constitution, l'esclavage prend la forme de servage pour dettes. Dans certains secteurs, en l'absence de toute restriction légale, les employeurs emploient de préférence des enfants. Ceux-ci travaillent surtout à la fabrication des tapis, dès l'âge de sept ans, ou dans des garages, ainsi qu'en famille sur des chantiers de construction, où leur travail n'est même pas rémunéré.

HAÏTI

Chaque année, quelque 15 000 Haïtiens miséreux sont vendus par le régime Duvalier à la République dominicaine. Percevant sa part des 50 dollars reçus par individu, le gouvernement haïtien se procure ainsi chaque année 1,5 million de dollars. Les *braceros*, attirés par la promesse de salaires qu'ils ne percevront jamais, ou bien au centième, sont soumis à un labeur très pénible dans les champs de canne à sucre, travail que les Dominicains refusent de faire. Privés de leurs droits les plus élémentaires, retenus prisonniers et soumis à une vigilance et à une répression constantes, ce sont de véritables esclaves. Certains, ils sont 250 000 environ, piégés par le temps et les dettes contractées, ne retrouveront jamais leur pays.

MAURITANIE

Trois tentatives d'abolition de l'esclavage ont déjà échoué

en Mauritanie. La quatrième, en 1980, semble être également restée lettre morte en 1983, il y a toujours 100 000 esclaves, auxquels il faut ajouter 300 000 affranchis, qui sont restés attachés à leur maître comme avant. Ce sont presque exclusivement des Noirs, descendants des populations de la rive du Sénégal, asservis par les Maures après des razzias. La liberté sans structures d'accueil prévues au préalable, les condamnerait à l'errance et à la mendicité. Chez les maîtres, ils ont au moins gîte et couvert.

PHILIPPINES

Trois cent mille femmes parquées sont les « hôtesse de charme » à l'usage des « camps de récréation » pour les militaires américains basés aux Philippines, et pour les touristes de passage. Des jeunes, détenus dans une « agence d'emploi » ont été récemment découverts par la police. Traités comme des esclaves, mal nourris et souvent battus, le sort de ces jeunes des « agences d'emploi » est d'être vendus, pour tout travail ou pour être prostitués. Les enfants de Manille travaillent dans des réseaux soumis à la loi des « gangs », qui les récupèrent à la sortie des maisons de redressement. En échange de leur « protection », ces organisations leur soutirent une « dime » sur leurs ressources issues de vols, trafics en tout genre ou prostitution.

HONG-KONG

La compétition extrême du système d'éducation, dès l'entrée dans le primaire, rejette dans la vie active enfants et adolescents, que les ateliers de fabrication de jouets ou d'assemblage de circuits électroniques sont avides d'employer, en raison de la pénurie de main-d'œuvre. Un système d'alarme permet d'éviter que les inspecteurs du travail n'aient connaissance de ces travailleurs illégaux et exploités, qui travaillent dix heures par jour et perçoivent un salaire inférieur d'un tiers à celui des adultes.

SRI LANKA

Des « sex tours » acheminent vers Sri Lanka des touristes avides de plaisirs « exotiques ». Dans les bordels, les enfants aussi sont présents. Comme à Colombo où 5 000 garçonnets de huit à dix-sept ans accueillent des pédophiles venus du Japon, d'Europe,

ou des Etats-Unis. Des « gay guides » renseignent les touristes. Tous ne sont pas clandestins. Certains sont en vente libre, et ont même pignon sur rue.

THAÏLANDE

Plus d'un million d'enfants de sept à quinze ans travaillent en usine, particulièrement à Bangkok, qui compte 8 000 usines clandestines. Plus d'une dizaine de magasins sont spécialisés dans le commerce d'enfants et d'adolescents, et perçoivent 4 000 F par enfant placé. La gare de Bangkok est la véritable plaque tournante du trafic. Dans un pays où plus de 50 000 enfants sont morts de faim en 1981, les parents se font facilement convaincre de vendre leurs enfants. Bangkok est aussi un des hauts lieux de la prostitution avec ses 100 000 prostituées.

CORÉE DU SUD

Des milliers de prostituées alimentent le commerce des « sex tours ». Dans les ateliers de confection « made in Corea », des fillettes de douze à treize ans, assises toute la journée sur des planches, dans des taudis à peine éclairés, fabriquent des cols et des poignets de chemises pour des salaires de misère.

CÔTE D'IVOIRE

La majorité des petits ateliers des villes fonctionnent à l'aide d'enfants et d'adolescents non payés, parfois logés chez leurs employeurs à qui ils servent de domestiques par la même occasion. Les enfants sont également soumis à un travail intensif dans les campagnes, comme dans beaucoup de pays d'économie basée sur l'agriculture. La prostitution juvénile fait par ailleurs la richesse de réseaux de souteneurs. Ce sont pour la plupart des enfants sans attaches familiales.

ITALIE

Avec ses 500 000 enfants employés illégalement, l'Italie est au premier rang des pays de la CEE pour l'exploitation de la main-d'œuvre infantile. Ils sont 50 000 enfants à Naples, et 100 000 pour l'ensemble de la Campanie, à travailler clandestinement, ne percevant qu'un cinquième du salaire minimum légal. Toutes sortes de secteurs de l'économie les emploient : notamment les ateliers de confection d'articles en cuir ou en tissu, les usines de pièces détachées pour automobiles, de montage d'équipements électriques. Nombreux sont ceux employés dans la restauration, ainsi qu'aux champs, où certains servent même « d'épouvantails »...

BRESIL

En 1979, un réseau de proxénètes employant 50 000 fillettes fut découvert. Enlevées, ou vendues par leurs parents, elles sont acheminées par camions entiers. Certaines n'ont pas douze ans. Les proxénètes leur extorquent 12 F par jour sur le produit de leurs passes, pour leur pension en maison close (une passe coûte 2 F). Dès vingt ans, elles sont « trop vieilles » pour travailler et sont mises à la rue. La prostitution bénéficie de la mansuétude de la police et des pouvoirs publics.

ENFANTS : PROSTITUTION ET TRAVAIL FORCÉ

MALGRÉ les résolutions adoptées en 1963 par le conseil économique et social des Nations unies qui interdisait toute forme d'esclavage, l'exploitation des enfants de par le monde sous des formes comparables à celle de l'esclavage se poursuit.

Le dernier rapport du BIT (Bureau international du travail) en juin 1983 estime à plus de 52 millions le nombre des enfants de moins de quinze ans travaillant dans des conditions dangereuses et nuisibles à leur santé physique et morale. Mais il faudrait quasiment doubler ce chiffre pour être plus proche de la réalité : le BIT estime à environ cent millions le nombre d'enfants exploités si l'on tient compte de ceux travaillant pour aider leurs parents agriculteurs, ou employés clandestins dans de petites entreprises ou encore mendians et prostitués. Il y a deux formes d'exploitation : par le travail et par la prostitution.

90 % des enfants au travail se trouvent dans le tiers monde. Mais il ne faut pas oublier également le sud de l'Europe. La raison à cela : l'emploi des enfants sous-payés va de pair avec l'augmentation du chômage des adultes et une plus grande inégalité de revenus et de richesses. L'enfant apporte un revenu d'appoint dans le meilleur des cas. Mais souvent aussi ils sont purement et simplement vendus pour décharger leur famille d'un poids financier. Des rafles d'enfants sans liens familiaux sont aussi organisées. Des agences les distribuent et en font commerce.

Pour les enfants, le salaire : journées de 10 à 15 heures pour des enfants de cinq à quinze ans, dans des conditions inhumaines. Accidents et maladies professionnelles sont le lot de ces miséreux qui souffrent aussi de sous-nutrition et de surmortalité.

L'Asie méridionale détient les plus gros contingents d'enfants exploités au travail.



Déjà en 1977, les chiffres officiels en dénombrement 30,5 millions et notamment en Inde, au Pakistan, au Bangladesh. Ils seraient quelque 16 millions et demi en Inde.

En Asie du Sud-Est, on reconnaît en 1977 que 9,9 millions d'enfants sont asservis au travail. Et notamment : en Thaïlande, à Hong-kong, à Formose, en Corée du Sud et dans les Philippines. En Thaïlande, ils seraient plus d'un million à travailler de sept à quinze ans.

Pour l'Afrique, le BIT cite le chiffre de 9,6 millions. Malgré la scolarité obligatoire et l'interdiction faite aux enfants de travailler jusqu'à l'âge de quatorze ans. Souvent leur seul salaire consiste en quelque maigre nourriture, parfois le logement et le bénéfice de « l'apprentissage ».

Enfin, pour l'Amérique latine, 3,3 millions d'enfants seraient exploités. Notamment en Colombie où ils travaillent le plus souvent sans contrat de travail et même souvent non rémunérés. Particulièrement dans les mines.

L'Europe figure aussi sur ce sombre tableau. L'Italie vient en tête des pays de la

CEE avec 500 000 enfants employés le plus souvent illégalement, dont 50 000 à Naples, et 100 000 dans l'ensemble de la Campanie. L'Angleterre également et les Etats-Unis font travailler des enfants d'âge scolaire « à de petits boulots ».

Quant à la prostitution, l'UNICEF chiffrait en 1982 à deux millions le nombre d'enfants victimes d'exploitation sexuelle dans le monde. Elle sévit particulièrement dans les Philippines (à Manille la prostitution des enfants n'est pas interdite). Egalement au Sri Lanka, au Brésil et au Portugal, particulièrement à Lisbonne. Le sexe-tourisme organisé au départ notamment des Pays-Bas alimente des réseaux de prostitution infantile en Corée du Sud, en Thaïlande et également plus récemment en Afrique occidentale (Sénégal, Gambie, Togo). Des enfants « importés » du tiers monde sont dirigés vers des réseaux proxénètes des Etats-Unis, du Canada et l'Europe de l'Ouest (600 000 enfants prostitués des deux sexes aux Etats-Unis).

FEMMES : « BETES DE SOMME » OU « HOTESSES »

En Inde, les tâches les plus dures leur sont réservées. Aux Philippines, elles sont 300 000 dans des « camp de récréation » pour militaires

LES femmes sont l'objet d'un esclavage, surtout sexuel, dans de nombreux pays.

En Inde, « bêtes de somme » dès le plus jeune âge, les tâches les plus dures et les moins rémunérées leur sont réservées. Dès leur plus jeune âge, les fillettes sont envoyées comme aides domestiques afin de tirer le maximum de leur travail avant leur mariage pour réunir l'argent nécessaire à leur dot. Dans le monde arabe, le mariage précoce des filles, dès 12-13 ans, pratiqué

malgré les lois fixant la limite d'âge à 16 ans, asservit des fillettes.

Selon un rapport de 1980, des jeunes femmes sont tuées par milliers dans divers pays du Proche-Orient, pour s'être compromises hors mariage avec un homme. Cela est fréquent en Cisjordanie, en Haute-Egypte, en Irak et en Arabie saoudite. Cherchant parfois à échapper par des mariages de complaisance à l'exécution sommaire, il est fréquent que des proxénètes les obligent ensuite à se prostituer

pour eux, les menaçant de les renvoyer dans leur pays après avoir subtilisé leur passeport (cas fréquents de prostituées en France, en Italie et en Syrie). Aux Philippines, des camps de récréation pour les militaires des bases américaines parquent 300 000 « hôtesse ». En Thaïlande, il y a 100 000 prostituées à Bangkok. Au Brésil, les prostituées sont considérées trop vieilles à partir de 20 ans : elles sont recrutées « en dessous de la trentaine ». Mais il s'agit du poids...



En Colombie...

Gamma